

Résolution sur : Rôle et tâches de construction de la IV^e Internationale

mercredi 25 avril 2018, par [Quatrième Internationale](#) (Date de rédaction antérieure : 2 mars 2018).

Cette résolution a été adoptée par le 17^e Congrès mondial de la IV^e Internationale par 106 mandats pour, 6 contre, 3 abstentions.

Sommaire

- [1. Introduction](#)
- [2. Une réorientation pendant](#)
- [3. En 2003 nous avons réaffirm](#)
- [4. En 2010, nous avons mis \(...\)](#)
- [5. Différents chemins vers \(...\)](#)
- [6. Le bilan de nos expériences](#)
- [7. Leçons tirées des bilans](#)
- [8. L'importance de la IV^e \(...\)](#)
- [9. Vers une nouvelle Internati](#)

1. Introduction

Notre tâche aujourd'hui est de construire des partis qui soient utiles dans la lutte des classes. C'est-à-dire **des partis qui puissent rassembler des forces et décider des actions qui auront un impact et feront avancer la lutte de classes**, sur la base d'une approche et d'un **programme lutte de classes**. Le but ultime de ces partis étant de se débarrasser du système (capitaliste) existant, même si ce but est exprimé dans des termes très généraux. Cette perspective engage les forces de l'Internationale à être partie intégrante et loyale de la construction et de la direction de ces partis, de ne pas y être dans le seul but de recruter ou d'attendre pour en dénoncer les trahisons éventuelles. Notre objectif stratégique est la construction de partis révolutionnaires de masse et d'une Internationale révolutionnaire de masse.

Notre orientation s'inscrit dans l'analyse de la situation mondiale discutée dans les deux autres rapports développés dans la perspective du Congrès mondial, qui notent d'une part le chaos géopolitique et d'autre part les processus irréguliers et contradictoires de radicalisation dans un contexte de crise de la conscience de classe.

L'idée clé est que nous ne pouvons pas généraliser un modèle de ce que la IV^e Internationale doit faire, bien qu'il soit évident que certaines expériences apparemment plus réussies auront tendance à être imitées ; mais nous devons nous habituer à une situation dans laquelle les expériences

concrètes sont différentes et peut-être, parfois, vont dans des directions différentes. L'un des problèmes que nous avons eus est la tendance involontaire à considérer parfois seulement ce qui se passe dans certains pays clés (par exemple, la France il y a quelques années) et ne pas internationaliser assez notre pensée. La discussion sur les différentes expériences lors des derniers Comités internationaux [1] a été utile pour pluraliser davantage notre point de vue. C'est l'objet de cette résolution sur le rôle et les tâches.

2. Une réorientation pendant les années 1990

Au Congrès mondial de 1995, nous avons décidé, dans la nouvelle situation créée par la chute du mur de Berlin et l'effondrement du bloc soviétique - reconfigurant les délimitations entre organisations - qu'il était possible de construire des partis lutte de classe radicaux impliquant plus de forces qui pourraient avoir un effet positif et plus important sur la lutte des classes [2].

La résolution décrivait ainsi le contexte : « Le projet d'une société socialiste représentant une alternative au capitalisme et aux expériences désastreuses du "socialisme" bureaucratique manque de crédibilité : il est lourdement hypothéqué par les bilans du stalinisme, de la social-démocratie et du nationalisme populiste dans le "tiers monde", ainsi que par la faiblesse de ceux qui adhèrent à ce projet aujourd'hui.

« Dans un grand nombre de pays dominés, des forces majeures de l'avant-garde sont désormais sceptiques quant aux chances de succès d'une rupture révolutionnaire avec l'impérialisme et quant à la possibilité de prendre le pouvoir et de le garder dans le cadre des nouveaux rapports de forces mondiaux. (...) Dans ces circonstances, l'internationalisme révolutionnaire apparaît comme une utopie. » (Chapitre 1)

Il faut noter que les rapports préparatoires au Congrès mondial n'indiquent aucune amélioration qualitative du rapport des forces ou du niveau de la conscience politique de classe. Cela ne veut pas dire que la situation n'a pas du tout changé depuis 1995, il y a eu des mouvements importants qui ont marqué la conscience politique (entre autres, les zapatistes, le Global Justice Movement, la révolution bolivarienne, le mouvement Occupy, le processus révolutionnaire arabe ainsi que des grèves massives sur les lieux de travail et des mobilisations féministes) mais elles n'ont pas été suffisantes pour faire reculer les attaques incessantes et n'ont donc pas changé l'équilibre général des forces. Aucun courant politique fort, en mesure de rebattre le jeu, n'a émergé sur la gauche, la construction de nouveaux partis reste donc une perspective viable.

Les deux pistes développées pour une telle construction de parti étaient les suivantes (Chapitre 2) : « *l'effondrement du système stalinien a pour conséquence positive d'avoir fortement ébranlé les préventions sectaires à notre égard, dans les rangs des avant-gardes ouvrières, syndicales et politiques. Le triomphalisme du capital a également eu pour effet d'inciter à l'unification de tous les anticapitalistes, désormais conscients de leur faiblesse. Nous sommes mieux en mesure aujourd'hui de tisser des rapports de solidarité militante et d'unité des luttes, avec des forces qui naguère rechignaient encore à l'idée même de nouer un dialogue avec nous* »... (Chapitre 3) : « *Nous souhaitons accueillir dans nos rangs des organisations marxistes révolutionnaires qui ne se revendiquent pas nécessairement du "trotskisme" et ne se reconnaissent pas dans notre histoire mais qui nous rejoindraient sur la base d'une convergence programmatique réelle.* »

« Il nous faudra aussi intégrer les thèmes nouveaux de la réflexion politique des jeunes générations militantes, qui agiront dorénavant dans un contexte "post-stalinien" où de nouvelles préoccupations idéologiques et expériences doivent être combinées avec les leçons traditionnelles encore une fois confirmées par le capitalisme en crise. Intégrer les thèmes nouveaux ne relève pas simplement d'un

problème de “pédagogie” envers la jeunesse combattante mais bien plus fondamentalement de notre capacité d’élaboration théorique, de mise à jour programmatique et d’assimilation des nouvelles expériences politiques, des formes et des axes de lutte originaux, des métamorphoses socio-économiques. »

Le document indiquait ensuite les différentes possibilités pour avancer vers ce but de renforcement de nos organisations :

« A) *Le front unique dans les luttes concrètes et les mouvements de masse*

B) *Unité avec d’autres organisations révolutionnaires*

C) *Regroupement plus large avec d’autres forces de gauche ».*

Déjà en 1991, la résolution sur l’Amérique latine affirmait (nous soulignons) : « **Il est évidemment impossible de fixer une seule orientation pour toutes nos sections.** Il n’y a pas de modèle ni d’orientation uniques pour se construire, valables en tout moment et en tout lieu. La révolution nicaraguayenne et la constitution du PT au Brésil ont inspiré des tentatives d’en répéter l’expérience. Nous cherchons à construire des grands partis révolutionnaires de masse. Mais il y a des variantes innombrables pour y parvenir. »

Elle énumérait les différentes options choisies par nos organisations à l’époque (nous soulignons) :

« • **L’apparition d’un parti ouvrier de masse comme le PT a rendu possible en son sein le développement d’un courant marxiste-révolutionnaire qui travaille à sa construction avec un maximum de loyauté...**

• le développement d’un **parti révolutionnaire indépendant avec une influence de masse** s’est produit, fondamentalement, dans le cas du PRT mexicain. Avant l’apparition du néocardénisme, on a failli réussir la convergence du gros de la gauche révolutionnaire autour du PRT....

• **l’intégration à des projets révolutionnaires en formation ou déjà développés** a été le chemin choisi par notre section colombienne. L’intégration de nos camarades dans A Luchar s’est faite à partir d’une série d’accords politiques qui ont tourné pour l’essentiel autour de la situation...

• **la participation à un front politique révolutionnaire, tout en maintenant une existence indépendante**, est l’expérience très importante que nos camarades uruguayens ont faite avec la formation du Mouvement de Participation populaire (MPP). Au sein de celui-ci convergent différents courants : le MLN, le PVP, le MRO et le PST ainsi qu’un secteur important d’indépendants... »

3. En 2003 nous avons réaffirmé :

« (1) Notre objectif est de constituer des partis du prolétariat :

• anticapitalistes, internationalistes, écologistes et féministes ;

• larges, pluralistes et représentatifs ;

• profondément attachés à la question sociale et relayant sans entrave les revendications immédiates aux aspirations sociales du monde du travail ;

• exprimant la combativité des travailleur·es, la volonté d’émancipation des femmes, la révolte de la

jeunesse, la solidarité internationale, et se saisissent de toutes les injustices ;

- axant leur stratégie sur le combat extraparlémentaire, l'auto-activité et l'auto-organisation du prolétariat et des opprimés ;
- se définissant clairement pour l'expropriation du capital et pour le socialisme (démocratique autogéré).

En ce qui concerne l'Amérique latine, notre objectif est de construire des partis et/ou des regroupements anticapitalistes larges, pluralistes et réellement implantés dans le prolétariat et les mouvements sociaux, qui articulent la résistance anti-néolibérale dans le cadre de la lutte contre la mondialisation capitaliste. En tant que courant marxiste-révolutionnaire, nous sommes pour la construction du "noyau dur" de la gauche. Cette perspective ne peut aboutir si on remplace la réflexion stratégique, l'action radicale et les initiatives audacieuses par une attitude sectaire d'"auto-affirmation" et un conservatisme de "notre identité".

« (2) La lutte pour de tels partis passera par une série d'étapes, de tactiques et de formes organisationnelles qui seront spécifiques à chaque pays. Une telle recomposition anticapitaliste poursuit d'emblée un objectif clé : créer une polarisation efficace et visible vis-à-vis de toutes les forces adeptes du néolibéralisme social (social-démocratie, post-stalinisme, écologistes, populistes) en vue d'accélérer leur crise et lui donner une issue positive.

Cela nécessite :

- la présence de forces politiques significatives là où des courants marxistes révolutionnaires collaborent avec des courants ou des représentants importants ou emblématiques qui rompent avec des partis réformistes sans nécessairement atteindre des positions marxistes révolutionnaires ;
- un rapport respectueux mais étroit avec le mouvement social, dont la recomposition relaye les demandes et les actions ;
- une représentativité reconnue dans la société qui brise le monopole des partis adeptes du social-néolibéralisme, et qui, grâce au suffrage universel, a des élus dans les assemblées sur le plan, local, régional, national, (éventuellement) international (européen) ;
- un fonctionnement pluraliste, qui, au-delà de la simple démocratie interne, favorise à la fois la convergence et le débat, pour permettre le maintien et le fonctionnement d'un courant marxiste-révolutionnaire comme élément accepté au sein d'un ensemble plus large. »

4. En 2010, nous avons mis l'accent davantage sur la reconstruction de la gauche que sur les rapports possibles avec les forces de gauche de différents types déjà existantes

(nous soulignons) :

« Nous voulons nous engager dans cette réorganisation pour créer une nouvelle gauche à la hauteur du défi de ce siècle et reconstruire le mouvement ouvrier, ses structures, sa conscience de classe, son indépendance par rapport à la bourgeoisie au niveau politique et culturel :

- une gauche anticapitaliste, internationaliste, écologiste, féministe ;

- une gauche clairement alternative à la social-démocratie et à ses gouvernements ;
- une gauche qui se batte pour un socialisme du XXI^e siècle, autogéré et démocratique et qui se dote d'un programme conséquent pour y arriver ;
- une gauche consciente que, pour atteindre cet objectif, il faut rompre avec le capitalisme et sa logique et donc ne pas gérer ce que l'on veut combattre avec les représentations politiques qui ne veulent pas rompre ;
- une gauche pluraliste et ancrée dans les mouvements sociaux et dans le monde du travail, qui intègre la combativité des travailleurs, les luttes de libération et émancipation des femmes, du mouvement LGBT, et les luttes écologistes ;
- une gauche non institutionnelle qui base sa stratégie sur l'auto-organisation du prolétariat et de toutes et tous les opprimés selon le principe que l'émancipation des travailleurs et travailleuses est l'œuvre des travailleur·e·s eux-mêmes ;
- une gauche qui impulse toutes les formes d'auto-organisation des travailleurs et des classes populaires, qui favorise et stimule la capacité de penser, de décider et d'agir pour son propre compte et par sa propre décision ;
- une gauche qui intègre des nouveaux secteurs sociaux, des nouvelles thématiques comme celles qui ont été exprimées par les forums sociaux mondiaux, et surtout des nouvelles générations parce qu'on ne peut pas faire du neuf qu'avec du vieux ;
- une gauche internationaliste et anti-impérialiste qui se batte contre la domination et la guerre et pour l'autodétermination des peuples et qui dessine le cadre d'une Internationale de masse et démocratique ;
- une gauche capable de lier le patrimoine précieux du marxisme critique et révolutionnaire avec l'élaboration féministe, écosocialiste ou les élaborations des mouvements indigènes de l'Amérique latine ;
- une gauche indépendante et classiste qui se bat pour la plus large unité d'action contre la crise et pour les droits, les acquis et les aspirations des travailleur·es et de toutes et tous les opprimés.

Ce sont ces critères et le contenu générique que nous nous donnons pour construire de nouveaux instruments politiques anticapitalistes utiles pour combattre le système actuel. »

5. Différents chemins vers les mêmes objectifs, ruptures et bifurcations

Comme nous l'avons réitéré dans ces différentes résolutions, **la décision de quel instrument politique correspond le mieux à la définition donnée dans un pays donné à un moment donné doit être fondée sur une compréhension concrète de la situation** - la dynamique, les forces existantes. Aucune recette de l'extérieur avec quelque étiquette que ce soit ne peut remplacer la compréhension de la situation réelle.

Parce que l'utilité d'un instrument politique ne peut être déterminée que par cette compréhension, il en résulte que **le type d'instrument politique nécessaire change quand la situation change**. Le meilleur scénario est que l'instrument que nous cherchons à construire s'adapte à l'évolution des besoins - donc nous luttons pour développer la base politico-programmatique des partis dont nous

faisons partie afin qu'ils le fassent.

Mais cela peut ne pas être le cas, et que, en réalité, un tel parti trahisse ce qui est nécessaire. Dans ce cas, nous devons être prêts à rompre et former un nouvel instrument, lorsque nous jugeons que nous avons perdu la bataille politique. Le risque d'échec est toujours présent dans tout choix politique.

Toutefois, cela ne signifie pas que le choix précédent était erroné (nous savons aussi que des partis qui se sont proclamés basés sur le programme complet de la révolution bolchevique peuvent trahir / devenir réformistes, etc.). Nous devons évaluer si, au moment où ils ont été formés et pendant leur première période, plus ou moins longue, ils ont eu un effet positif sur la situation nationale.

Par conséquent, alors que nous pouvons juger que l'évolution du PT brésilien, ou de Rifondazione en Italie, n'a finalement mené nulle part, cela ne signifie pas que nous avons eu tort d'y participer ou à qu'un moment donné (pour une période plus ou moins longue) ils n'ont pas été une expression positive des aspirations de celles et ceux qui désirent un changement systémique, ou qu'ils n'ont pas été capables de permettre des avancées concrètes.

Il peut également arriver qu'il devienne évident, très rapidement, que l'instrument politique est lui-même transitoire et son objectif doit être de mener la bataille pour créer un nouveau parti politique.

Parce que nous disons que la nature de l'instrument politique nécessaire évolue avec la situation, nous savons que lorsque la révolution est à l'horizon nous avons besoin d'un parti capable de comprendre et de saisir cette opportunité. Cependant, nous savons que la proclamation du parti révolutionnaire aujourd'hui ne signifie pas nécessairement, dans la plupart des cas, satisfaire aux critères que nous fixons pour être utile à la lutte des classes.

Cela ne veut pas dire que nous ne relevons pas les moments où des partis qui se caractérisent ouvertement comme révolutionnaires ont eu un impact réel : le SWP aux États-Unis dans le mouvement antiguerre, la LCR française ou, à l'extérieur de notre mouvement, le SWP britannique avec son lancement de la Ligue Anti-nazi dans les années 1970. Cependant, leur impact a été le produit d'une situation politique particulière et ne peut être compris que dans ce contexte. De plus, leur impact était tout de même modéré et ces partis n'ont pas atteint un poids critique dans la vie politique de leurs pays - à l'exception de la LCR par les deux campagnes Besancenot en 2002 et 2007, au cours de la dernière décennie de son existence.

6. Le bilan de nos expériences depuis le début des années 1990

Presque toutes les organisations nationales de la IV^e Internationale ont essayé - de la manière qu'ils pensaient correspondre à leur situation nationale - de construire et de faire partie de formations politiques plus larges. Il existe différentes évaluations de ces expériences, à la fois dans nos sections nationales et dans l'Internationale, mais il est plus utile d'en tirer des leçons plutôt que d'insister sur l'issue.

Les premières expériences ont été faites dans les années 1980, et elles ont pris de nombreuses formes différentes. Les camarades du Brésil ont participé à la création et au renforcement du Parti des travailleurs à partir de 1980. On peut noter la formation de Solidarity aux États-Unis par le regroupement de trois organisations de la gauche révolutionnaire en 1986, et de l'Alliance rouge-verte au Danemark en 1989 par un accord entre le Parti communiste, le Parti socialiste de gauche [3] et notre propre section. Dix ans plus tard, en 1999, le Bloc de gauche au Portugal a également été créé par la section de la IV^e Internationale, un courant du PC et une organisation

maoïste.

En Asie, des organisations importantes venant d'autres courants (les camarades philippins rompant avec le maoïsme, les camarades pakistanais autrefois dans la Militant Tendency, les camarades du Sri Lanka ayant leurs origines dans l'ancienne section sri-lankaise du pré-1964 et ayant également été pendant un certain temps au CWI) nous ont rejoints dans les années 1990 et 2000.

Ces organisations en particulier ont dû faire face à des situations de violence extrême, bien que de manières différentes, aux Philippines par l'auto-organisation des communautés menacées et une organisation armée clandestine soutenant la négociation avec le gouvernement, et au Pakistan avec une activité de campagne ouverte politiquement dénonçant la violence de l'État et des Talibans.

Certaines de nos organisations nationales, en particulier mais pas seulement, en Europe, ont participé à plusieurs tentatives de construire des organisations plus larges durables au cours de ces décennies, par exemple en Italie ou en Grande-Bretagne, mais aussi en Afrique du Sud et à Porto Rico. Les camarades brésiliens aussi, suite à la trahison du PT, participent à la construction du PSOL.

Quelques tentatives de fusion de courants révolutionnaires ont échoué plus ou moins rapidement (dans l'État espagnol avec le maoïste MC/MKE, en Allemagne avec les post-staliniens dans le VSP), tandis que d'autres tels que Solidarity aux États-Unis ou Socialist Resistance en Grande-Bretagne continuent après 15 ans ou plus. Un point crucial du bilan est que ces initiatives survivent lorsqu'il y a un accord sur les tâches dans la situation nationale.

D'autres expériences ont également échoué à atteindre le potentiel espéré, l'une des plus notables étant la création du Nouveau parti anticapitaliste (NPA) par la section française en 2009, ou Left Unity en Grande-Bretagne en 2014. Dans ces deux cas, un facteur a été l'émergence inattendue d'un courant de gauche au sein de la social-démocratie (le Parti de Gauche en France, le phénomène Corbyn en Grande-Bretagne) qui a compromis la dynamique de ces nouveaux projets. Cependant, dans aucun de ces cas, ces développements n'ont encore prouvé être un nouvel instrument politique radical durable et crédible. Cela montre que, bien que sur son déclin, la social-démocratie n'est pas encore morte. (Cela ne veut pas dire que la crise du NPA a été causée par ce seul facteur.).

En même temps, l'Alliance rouge-verte du Danemark et le Bloc de gauche au Portugal continuent d'avoir un certain rôle et de l'influence en tant que partis de gauche dans leurs pays respectifs - tout comme Podemos dont l'élan et la base sont beaucoup plus liés au développement des mouvements de résistance spontanée et de la radicalisation qui caractérise le mouvement des Indignés.

Podemos est, à ce stade, la seule force politique qui peut être caractérisée comme étant un produit de ce type de mouvement, bien que le soutien à Sanders aux États-Unis ou à Corbyn en Grande-Bretagne aient quelques éléments communs. Cependant, ces derniers phénomènes semblent être en contradiction avec l'une des caractéristiques des nouvelles radicalisations : rejet des partis politiques en général, le plus souvent en raison de la désillusion vis-à-vis des partis établis, bien que dans le cas des éléments les plus radicalisés ce soit aussi à cause du comportement élitiste et sectaire des groupes d'extrême gauche dans les mouvements sociaux.

Cependant, au cours de la dernière période en Europe et aux États-Unis, il est possible de noter que, bien qu'il y ait encore des soupçons à l'égard des partis, un changement stratégique vers l'arène politico-électorale a eu lieu en raison de plusieurs facteurs : la profondeur de la crise politique/économique/sociale ; l'exemple des révolutions arabes qui visaient à abattre les gouvernements et les régimes ; les difficultés à obtenir des victoires seulement par la lutte sociale ; et à cause de l'approfondissement du discrédit de l'élite politique elle-même, qui offre une image de

faiblesse.

Tragiquement, le processus révolutionnaire arabe n'a pas donné lieu à des forces politiques organisées solides capables de donner le leadership au mouvement de masse, à l'exception partielle du Front populaire en Tunisie.

Nos expériences en matière de création de partis utiles à la lutte des classes ont en général pris la forme de participation à des partis qui ont eu une certaine influence dans leurs pays, bien qu'ils soient des partis minoritaires (un pourcentage de voix généralement inférieur à 10 %, quelques milliers de militants, etc.) parce qu'il y avait une relative stabilité et qu'il n'était pas possible de prévoir un effondrement des partis traditionnels et parce que la « question du pouvoir » n'était pas posée, ou n'était posée que par rapport à la social-démocratie. Mais il y a quelques cas où nous avons été impliqués dans un autre type de situation qui présente d'autres potentialités et qui pose d'autres problèmes : les situations de crise politique, où il était prévisible que les partis de classe non dirigeants deviennent une majorité politique, forment un gouvernement, etc. Le cas du PT en est un, Podemos un autre, et le cas d'un groupe avec lequel nous avons des relations de camaraderie, DEA dans Syriza, encore un autre. Il y a aussi Marea Socialista au Venezuela, qui est restée dans le PSUV pendant quelques années, bien que dans ce cas il s'agisse d'un long processus de gouvernement de gauche au pouvoir.

Il serait trop long d'énumérer toutes les différentes expériences des différents pays et un certain nombre de bilans ont été faits et publiés, notamment dans *Inprecor* et *International Viewpoint* [4]. Cependant, en conclusion générale, nous pouvons dire que, s'il n'y a pas un modèle qui ait conduit à des percées importantes, l'incapacité à saisir les opportunités qui se présentent, quand une avancée qualitative ou quantitative dans le rassemblement des forces utiles de lutte de classes pourrait être réalisée, aura un effet négatif durable.

Comme indiqué plus haut, un accord sur les tâches au niveau national est un facteur indispensable pour la création de nouveaux partis qui puissent durer dans le temps, d'autant plus lorsqu'il semble y avoir un accord « programmatique » formel, comme par exemple dans le cas d'une fusion entre courants qui se définissent comme révolutionnaires. La capacité de comprendre ce qu'est la tâche clé dans une situation nationale, par exemple la question du référendum pour la légalisation de l'avortement au Portugal en 1999 (accord qui était un facteur clé dans la création du Bloc de Gauche) est, comme nous l'avons souligné à plusieurs reprises, essentielle pour définir notre orientation vis-à-vis d'autres forces.

7. Leçons tirées des bilans

Les leçons que nous avons tirées collectivement de ces différentes expériences ont été codifiées dans les résolutions des congrès mondiaux, et dans les contributions depuis le Congrès mondial 2010 pour les discussions de bilan qui ont eu lieu dans les réunions du Comité international.

Elles ont tourné autour de la nécessité de mener des batailles politiques au sein des forces politiques que nous construisons sur une série de principes programmatiques. Ces principes, dans leur forme aboutie, ne sont pas nécessairement une condition préalable à la construction d'une nouvelle force politique, mais, sans ces fondations pour mener de telles discussions et avancer, il y a très peu de perspectives de créer un parti vraiment utile à la classe. Le niveau d'accord initial requis sur chacun de ces points doit être jugé sur la base de la nature des courants politiques existants et de l'audience du nouveau parti.

Les points que nous avons mis en avant sont :

- La participation aux mouvements sociaux et aux luttes des opprimé·es et des exploité·es, non pas comme une élite politique intervenant de l'extérieur, mais comme une partie organique de ces mouvements et de ces luttes en développant des analyses et des revendications politiques, et en continuant la lutte pour ces revendications jusqu'à la fin. Dans ce processus, nous apprenons aussi de ces mouvements pour approfondir et enrichir notre propre programme - comme nous le faisons sur le féminisme, l'écologie, les questions LGBTQI.
- La construction de syndicats actifs, radicaux et de lutte de classe, que ce soit en militant dans les syndicats existants ou, là où c'est nécessaire et approprié, par la construction de nouveaux syndicats. Dans les syndicats, agir en toute autonomie et indépendance vis-à-vis des employeurs, des gouvernements et des partis, et assurer la démocratie de leurs structures et de leurs activités. Contester les limites de la machine bureaucratique et la législation qui lie les syndicats à l'État. Participer et renforcer les syndicats dans la mesure du possible, dans le sens de la démocratie et de l'unité, mais lutter contre le bureaucratisme, contre l'alignement sur les gouvernements et contre la collaboration de classe. Comprendre que cette lutte dépasse les syndicats et leurs structures.

Créer des espaces qui tiennent compte de la diversité de la classe ouvrière, s'organiser avec les mouvements sociaux populaires, informels, coopératifs, précaires, sous-traitants, chômeurs, sans-abri et artisans, ainsi qu'avec les peuples autochtones et traditionnels et celles et ceux qui luttent contre le racisme, la LGBTphobie, le machisme, et en défense de l'écologie.

- L'attitude à l'égard de l'État, des institutions : prendre part aux élections en agissant **en soutien** à l'activité dans le mouvement de masse, qui doit rester le centre de gravité de notre activité. Le rôle et la relation avec le parti de ses représentant·es élus : ils sont souvent les représentants les plus visibles du parti, dont les actions (à travers les votes) peuvent être perçues comme les plus efficaces et qui sont souvent les plus pressés d'être « utiles » à court terme. C'est la responsabilité du parti de déterminer le cadre politique de leur action.
- L'importance d'une compréhension internationale et internationaliste de la situation politique mondiale conduisant à une activité dans les campagnes et la solidarité internationales, ainsi que la participation à la IV^e Internationale (voir ci-dessous).
- La nécessité d'un fonctionnement démocratique et transparent, avec une démocratie large, y compris le droit de tendance, contre le fonctionnement vertical, sur la base de la participation des membres à l'activité et aux prises de décisions du parti, avec les structures organisationnelles nécessaires pour l'assurer ; la compréhension des oppressions qui continuent à exister même au sein des partis qui se disent contre toutes les formes d'oppressions spécifiques, des femmes et d'autres, et le développement des structures, du fonctionnement et des procédures appropriées.
- L'importance d'aborder les « nouvelles » questions soulevées dans les luttes et les ripostes des opprimé·es et des exploité·es (notamment le féminisme, l'écologie, les LGBTQI, etc.).
- Le parti s'engage à mener une activité politique basée sur des revendications et des campagnes combattant l'oppression des femmes, dans le contexte d'une participation à des groupes, campagnes et mouvements lutte de classe, en ayant une compréhension du but stratégique de la construction d'un mouvement autonome des femmes. Le parti se préoccupe en permanence de la formation et de l'action sur ces questions, sans les laisser de côté lorsque le niveau d'activité des masses est plus faible.

Le parti cherche à construire un profil féministe à la fois à l'externe et en interne, non seulement pour encourager les femmes à adhérer, mais pour construire en interne une image positive des femmes dans la direction.

En plus de s'assurer que le fonctionnement démocratique du parti permette à toutes et tous ses membres d'y participer pleinement comme souligné plus haut, le parti comprend que les dynamiques sociales ont tendance à exclure les femmes de la participation politique. Ainsi, il accepte le besoin de mécanismes spécifiques (réunions non mixtes, priorité aux femmes dans les listes d'inscrits pour prendre la parole dans les débats, etc.) qui encouragent la participation des femmes et la reconnaissance de problèmes ultérieurs à surmonter.

Le parti ne tolère aucune forme de comportement sexiste (ou transphobe, ou homo/lesbophobe). La mise en œuvre de cette position politique est de la responsabilité du parti qui assure non seulement une formation politique sur ces questions, mais aussi que les structures, le fonctionnement et les procédures mises en place garantissent le fait que les partis que nous construisons, bien qu'ils ne puissent être des « îlots de socialisme » dans un monde capitaliste, luttent pour préfigurer la société que nous voulons.

- Un combat sans relâche contre toutes les formes de racisme, y compris contre les populations indigènes, l'antisémitisme, l'islamophobie et pour la libre circulation des migrants, sur la base de la solidarité et de l'unité.
- L'importance du renouvellement de nos organisations par une attitude ouverte et dynamique pour le recrutement des jeunes en radicalisation et leur intégration dans le parti à travers des secteurs de jeunesse autonomes où les jeunes militant-es radicalisés peuvent partager leurs propres expériences, développer leur propre travail et programme politique, se rassembler autour de questions liées aux problématiques de la jeunesse.
- Le besoin de programmes de formation permanents, incluant les questions stratégiques telles que l'État ou la question du pouvoir, et les questions internationales.

8. L'importance de la IV^e Internationale

Un élément crucial qui est sorti des bilans, en commençant par celui du courant DS dans le PT, est la nécessité absolue de maintenir au niveau national et international le cadre de la IV^e Internationale en tant que lieu d'échanges, de confrontations et de débats, pas seulement pour notre compréhension de la situation politique dans le monde entier, mais aussi des expériences réelles de construction d'organisations politiques. Cela signifie être organisé comme quatrième-internationalistes, en gardant la possibilité de discuter entre les camarades partageant ce cadre politique - le renouvelant sur la base des expériences en cours - et la possibilité de prendre des décisions politiques autonomes. Dans les années à venir, nous continuerons à discuter de ces expériences, sur la façon de garder un collectif programmatique et organique tout en travaillant dans des organisations plus larges.

Nous cherchons activement à construire des organisations avec les forces et les individus qui ne partagent pas l'ensemble de notre programme historique bien que dans la perspective de créer une force politique basée sur ses éléments essentiels. Néanmoins, nous considérons que notre cadre politique commun, façonné par toute l'étendue des événements historiques et politiques, notamment depuis les premières contributions de la pensée et de l'analyse marxistes, mais jusqu'aux expériences et aux contributions de nos jours, crée un cadre irremplaçable pour une discussion fructueuse, où le poids de l'expérience nationale peut être compensé par d'autres, où le partage d'expériences et d'opinions peut aider à tracer des perspectives pour nos camarades dans leurs différents contextes nationaux. Ainsi, les discussions annuelles physiques dans les réunions du Comité international entre camarades dirigeants du plus grand nombre possible de nos organisations et de celles avec lesquelles nous avons des relations de camaraderie telles que nous

les invitons à y participer, sont indispensables.

Au niveau national, les formes exactes de ces discussions et les formes organisationnelles correspondantes varieront, tout comme les formes plus larges d'organisations politiques. Il y aura une tension entre d'une part aller au-delà des contours des courants politiques qui ont participé dès l'origine à la construction des nouveaux partis, ce qui implique la dissolution des organisations existantes, et d'autre part notre conviction que le maintien d'un cadre de la IV^e Internationale est indispensable, pour les raisons déjà données. Résoudre cette tension de la façon appropriée à chaque contexte particulier est un des défis qui nous attendent.

Au niveau international, notre presse, en versions aussi bien imprimée qu'en ligne, est un élément important de cet échange. Cette présence doit être renforcée en priorité par le lancement d'un site web multilingue de la IV^e Internationale qui est à la fois une publication d'actualités mais aussi une ressource d'archives pour nos résolutions et les autres textes importants dans au moins les trois langues de travail de l'Internationale et les autres langues dans lesquelles ils sont disponibles. Le site en arabe Al Mounadil des camarades marocains est d'une importance fondamentale étant donné l'importance des événements dans la région. Il est également absolument nécessaire que le matériel de formation de l'IIRE soit facilement disponible pour maintenir notre histoire commune et notre contexte théorique.

Nos écoles et séminaires sont des occasions inestimables pour former nos camarades et inviter des camarades des forces politiques avec lesquelles nous développons des relations. La participation aux écoles a joué un rôle crucial par exemple dans le renforcement de nos relations avec les camarades philippins avant leur adhésion. Le développement de l'IIRE par les sessions et les séminaires réguliers de Manille et d'Islamabad sont des aspects cruciaux dans le développement de notre présence réelle en tant qu'Internationale dans cette région du monde. Nous continuerons à développer nos écoles et nos séminaires, à la fois sur le contenu politique, mais aussi avec plus de séminaires sur différents sujets et mouvements politiques, avec la possibilité d'approfondir la discussion politique et de renforcer notre base théorique. Nous développerons également notre programme de publications en collaboration avec les maisons d'édition des différentes sections pour donner une plus grande visibilité au travail intellectuel de notre courant.

Nous avons effectué, même si nos moyens sont modestes, un travail de solidarité concrète et de coordination important, pas exclusivement, mais pour une bonne part via nos écoles (IIRE). Dans la période à venir, nous allons discuter des possibilités de relancer un travail de coordination de syndicalistes de combat, par exemple dans les secteurs automobile et de la santé et des salariés des grands navires de transport (containers).

Le camp jeunes est, essentiellement bien sûr pour les organisations européennes, une occasion unique de faire participer des jeunes camarades, les sympathisant·es et des organisations amies à une initiative politique où, autour des éléments fondamentaux du programme de la IV^e Internationale, il est possible d'avoir des discussions sur les activités réelles dans lesquelles ils et elles sont engagés en tant que jeunes. C'est un aspect très important de la formation de nouveaux cadres avec une compréhension internationaliste de la complexité de nos différentes expériences. Alors que le camp doit rester une initiative européenne pour des raisons pratiques (coût, faire de l'auto-organisation une réalité en préparant et en évaluant le camp ensemble) la participation de jeunes camarades d'ailleurs, notamment si cela peut être combiné avec la participation à l'École jeune ou à un séminaire, est également un investissement important dans notre avenir. Nous essaierons de collectiviser les résultats politiques de ces camps, et de les partager en dehors du camp, en même temps nous essaierons d'organiser une convention de la jeunesse, dans le but de générer une nouvelle analyse politique sur la situation de la jeunesse et son rôle dans la lutte des classes.

9. Vers une nouvelle Internationale ?

Les difficultés de construction de nouvelles organisations au niveau national ne seraient que plus importantes au niveau international. Néanmoins, les contacts internationaux entre les organisations politiques de gauche radicales sont une priorité pour nous. Cela peut se faire par le développement de nos relations individuelles avec différentes organisations, soit des organisations traditionnelles de l'extrême gauche, soit des nouveaux courants émergents.

Dans le même temps, nous participons à des forums de telles organisations organisés par d'autres, voire même nous prenons l'initiative de promouvoir de tels forums. Avec le déclin du mouvement des Forums sociaux, les possibilités sont moins fréquentes que dans les années 2000, mais nous devrions proposer activement que les partis dans lesquels nous participons cherchent à rencontrer et à collaborer avec d'autres organisations au niveau international, et prendre l'initiative de le faire.

P.-S.

* Inprecor n° 649-650 février-mars 2018 =

<http://www.inprecor.fr/article-Congrès-Rôle%20et%20tâches%20de%20construction%20de%20la%20OIV%3Csup%3Ee%3C%20sup%3E%20Internationale?id=2128>

Notes

[1] Une motion au Congrès mondial 2010 a décidé de tenir un séminaire sur le bilan de l'orientation de construction de « partis larges ». Sur proposition des camarades danois, le Comité international de 2011 a décidé de le faire dans le cadre de ses réunions régulières, et en 2013, à la suite d'une discussion générale sur certaines conclusions provisoires, a décidé de poursuivre les discussions du « séminaire ». Au total, le Comité international a discuté des bilans des expériences suivantes :

- en 2012 : PT (Brésil), Alliance rouge-verte (Danemark), Bloc de gauche (Portugal), Rifondazione / Sinistra Critica (Italie) ;
- en 2013 : LPP/AWP (Pakistan), LCR→Anticapitalistas (État espagnol), LCR → NPA (France) ;
- en 2014 : RPM-M (Philippines), Respect → Left Unity (Gauche unie) (Grande-Bretagne), Antarsya/Syriza (Grèce) ;
- en 2015 : Podemos (État espagnol) ;
- en 2016 : Podemos (État espagnol), Bloc de gauche (Portugal).

[2] En 1968, en s'appuyant sur l'analyse d'une radicalisation mondiale de la jeunesse, la résolution du 9^e Congrès mondial s'est concentrée uniquement sur la construction d'organisations de jeunesse révolutionnaires liées au parti. En 1974, nous nous sommes orientés vers « l'hégémonie gagnante » via de « nouvelles avant-gardes de masse » pour construire ainsi « des organisations révolutionnaires qualitativement plus fortes ». En 1979, l'orientation visait à construire des partis révolutionnaires basés sur la classe ouvrière en se tournant vers l'industrie. Cette orientation a été développée en 1985 en se tournant vers le peuple, les femmes et la jeunesse.

[3] « Dès le début le Parti socialiste de gauche était un mélange de tous les éléments de la

nouvelle gauche : hippies, anarchistes, maoïstes, trotskistes, autres léninistes autoproclamés, anti-impérialistes et de nombreuses autres nuances de l'opposition anti-establishment » écrivait Michael Voss du SAP (section danoise de la IV^e Internationale), cf. sur ESSF (article 23810), [Alliance rouge-verte : la radiographie d'un nouveau parti au Danemark](#).

[4] Cf. « Building new left parties » (<http://www.internationalviewpoint.org/spip.php?rubrique14>). De nombreux éléments de ce dossier sont aussi disponibles sur ESSF.